

**ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION DE FES-MEKNES**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES RELATIF A
L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°20/RFM/2017**

**Réalisation des études techniques et suivi des travaux de
construction d'un centre de diagnostic
à l'hôpital Mohamed V à SEFROU**

En application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17
et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434
(20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Entre Monsieur : **le Président du Conseil de la Région Fès-Meknès** agissant au nom de la Région Fès-Meknès, dénommé ci-après « la maitre d'ouvrage » ou « l'administration »

Désigné ci-après par le terme "MAITRE D'OUVRAGE",

D'UNE PART

ET :

Monsieur Qualité.....

Agissant au nom et pour le compte de :

Au capital social de (Dhs) :

Inscrit au registre de commerce de : sous le n°:.....

Affilié à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale sous le n° :

Titulaire d'un compte bancaire n° :

Ouvert auprès de :

Faisant élection de domicile au :

Patente n° :

N° d'I. Fiscale :

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, désigné ci-après par « BET » ou "Titulaire" ou « Prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

Chapitre I

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET GENERALES

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent appel d'offre a pour objet : **la réalisation des études techniques et suivi des travaux de construction d'un centre de diagnostic à l'hôpital Mohamed V à SEFROU en lot unique.**

ARTICLE 2. CONSISTANCE

A /CONSISTANCE DU PROGRAMME

Les principales composantes du programme du projet sont :

Travaux de construction d'un centre de diagnostic	
Désignation de l'espace	Superficie Utile approximative (m²)
A – <u>R.D.CH</u> :	445,00
1/ création d'une unité de kinésithérapie composé de	
Salles + points d'eau x 4 (16m ²)	
Salle mécanothérapie x 1 (50m ²)	
Bureau x 1 (16m ²)	
Sanitaire x 2(personnels/visiteurs)	
Hall pour l'attente	
Installation d'un système de ventilation	
2/ Création d'un service de laboratoire	
Salle de bactériologie + point d'eau x 1 - Salle de biochimie + point d'eau x 1 - Salle d'hématologie + point d'eau x 1 - Salle de sérologie + point d'eau x 1 - Salle de banque du sang x 1 - Salle de stockage - Bureau x 2 - Salle de repos/garde + vestiaires x 1 - Sanitaire x 2 (personnels/visiteurs) - Installation d'un système de ventilation - Hall pour l'attente	
B. 1^{er} étage composé de :	405,00 m²
3/ Création d'un service de consultation spécialisé externe	
Salle de consultation + point d'eau x 6 (16m ²)	

<ul style="list-style-type: none"> - Salle de consultation + point d'eau x 2 (24m²) - Bureau x 1 (16m²) - Bureau de stockage des produits - Salle de repos + vestiaires x 1 - Sanitaire x 2 (personnels/visiteurs) - Installation d'un système de ventilation - Hall pour l'attente 	
--	--

La surface totale hors œuvres est d'environ de : **900,00 m²**.

NB : Ce programme est donné à titre indicatif, Le programme définitif sera arrêté sur la base de l'APD architectural.

B/CONSISTANCE DES ETUDES

Les prestations à réaliser au titre du présent marché font l'objet de deux phases:

- Phase des Etudes
- Phase Suivi des travaux

ARTICLE 3. MODE DE PASSATION Du MARCHÉ

Appel d'offres ouvert sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

- 1/ L'acte d'engagement;
- 2/ Le présent cahier des prescriptions spéciales complété par l'offre technique de l'attributaire;
- 3/ L'offre technique.
- 4/ Le bordereau des prix détail-estimatif;
- 5/ Le CCAG-EMO approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabia 1423 (4 juin 2002).

En cas de contradiction ou différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ou elles sont énumérées.

ARTICLE 5. REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ

A/ Textes généraux :

En outre, pour tout ce qui n'est pas en contradiction avec le présent marché, le Bureau des études techniques reste soumis aux dispositions des textes généraux suivants :

1. Le Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
2. La loi organique 111-14 relative aux régions
3. Le décret N° 2-09-441 du 17 moharrem 1431 (3 Janvier 2010) portant règlement de la comptabilité des collectivités locales et de leurs groupements
4. Le dahir N° 1.09.02 du 22 safar 1430 (18 Février 2010), portant promulgation de la loi N° 45.08, relatif à l'organisation des finances des collectivités locales et de leurs groupements
5. Les textes réglementant la main d'œuvre et les salaires notamment, le décret n° 2-85-679 du 15 Hijja 1405 (01/09/1985) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
6. Le Dahir des Obligations et Contrats et notamment son article 769.
7. Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relatif au nantissement des marchés publics ;
8. Le décret n°2-07-1235 (4 Novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat.
9. Le Dahir n°1-85-347 du 10/12/1986 portant promulgation de la loi 30-85 relative à la TVA.
10. Le Décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.

B/ Documents techniques :

- 1/ Le CPC fixant les règles de conception et de calcul des structures en béton armé (RMBA 07) applicable à certains marchés d'études ou de travaux de construction des ouvrages en béton armé ;
 - 2/ Les règles BAEL ;
 - 3/ Les règles neiges et vents 65 révisées en 1976 ;
 - 4/ Le règlement parasismique RPS 2000 en vigueur au Maroc ;
 - 5/ Les règles de calcul des charpentes métalliques ou de bois ;
 - 6/ Le devis général pour les travaux d'assainissement (édition 1961) ;
 - 7/ Les règles d'exécution des travaux d'étanchéité et normes marocaines au sujet des règles et spécifications sur les matériaux et produits d'étanchéité ;
 - 8/ Les règlements locaux concernant l'alimentation en eau et en électricité des immeubles ;
 - 9/ La circulaire n°1-61-SGG du 30/01/1961 relative à l'utilisation des produits d'origine marocaine ;
 - 10/ Les normes marocaines concernant tous les lots ;
 - 11/ Les normes françaises et européennes pour les prestations non couvertes par les normes marocaines.
 - 12/ Les DTU
 - 13/ Décret n° 2-13-874 du 20 Hijja 1435 (15 octobre 2014) approuvant le règlement général de construction fixant les règles de performance énergétique des constructions et instituant le comité national de l'efficacité énergétique dans le bâtiment publié au Bulletin officiel N° 6306 le 11-06-2014.
- Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la soumission.

ARTICLE 6. MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage est **Le Président du Conseil de la Région Fès-Meknès.**

ARTICLE 7. VALIDITE DU MARCHÉ - DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013, le présent marché ne sera valable définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente.

En application de l'article 153 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, l'approbation du doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

En application de l'article 153 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, le BET déclaré attributaire ne sera libre de renoncer à son offre que si l'approbation de son marché ne lui est pas notifiée dans un délai de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis majoré, le cas échéant, d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché lors des travaux de la commission de l'appel d'offres en application des dispositions de l'article 33 du décret 2.12.349.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans le délai précité, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Cependant, le MO peut décider de demander à l'attributaire du marché de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours.

ARTICLE 8. PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations des études et de maîtrises d'œuvre et ce en application de l'article 11 du CCAG EMO.

Le maître d'ouvrage remet également, au titulaire les pièces suivantes :

- Les études géotechniques établies par le laboratoire ;
- Le levé topographique du site ;
- Les études architecturales nécessaires à l'établissement du projet ;
- La décision du maître d'ouvrage à chaque stade de l'élaboration des études (lettres d'approbation des différentes composantes de phases, ordre de services, etc.).

Le titulaire est tenu de faire connaître au maître d'ouvrage ses observations éventuelles sur les documents qui ont été mis à sa disposition et ce dans le délai de quinze (15) jours après la remise de ces documents. Passé ce délai, le titulaire est réputé en avoir vérifié la conformité à ceux qui ont servi de base à la passation du marché et qui sont conservés par le maître d'ouvrage pour servir à la réception des prestations.

Le titulaire a l'obligation de vérifier les données fournies par le maître d'ouvrage ou recueillies avec l'accord de celui-ci. De ce fait, il est responsable en cas d'utilisation de données comportant des erreurs ou omissions.

ARTICLE 9. PROGRAMME DES ETUDES TECHNIQUES

Le Bureau d'études techniques est tenu de soumettre à l'agrément du Maître d'Ouvrage, dans un délai de Cinq (05) jours, à dater du lendemain de la notification de l'ordre de service notifiant l'approbation de son marché, le programme détaillé selon lequel il s'engage à conduire les études techniques.

Le Bureau d'études techniques fournira la décomposition du délai global de la phase Etudes en délais correspondant à chacune des composantes de ladite phase. Il mentionne la date prévisionnelle de remise de chacun des dossiers dont l'établissement est prévu par le présent cahier des prescriptions spéciales.

Le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de Dix (10) jours pour formuler ses remarques sur le programme proposé par le Bureau d'études.

Le programme des études doit être mis à jour par le Bureau d'études techniques chaque fois que cela s'avère nécessaire.

ARTICLE 10. DELAIS D'EXECUTION - DELAI DE CORRECTION PAR LE TITULAIRE - DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE- PENALITES DE RETARD

Le délai d'exécution de la **phase Etudes** est fixé à **Trois (03) mois** à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations. Ce délai est inclus dans le délai global du marché.

Le délai de la **phase suivi des travaux** est fonction du délai des marchés des travaux. La réception provisoire est prononcée lors de la réception provisoire des travaux et validation du dossier de fin de travaux par le maître d'ouvrage.

Le Bureau d'études s'engage à réaliser les prestations objet du présent marché dans les délais prévus au programme établi conjointement avec le Maître d'Ouvrage.

Le titulaire du marché soumet les rapports et documents énumérés à l'article 32 ci-dessous à l'approbation du maître d'ouvrage, cette dernière dispose d'un délai de quinze (15) jours à dater de la réception des documents par le Bureau d'Etudes, pour formuler ses remarques sur les différents dossiers d'étude, ce délai n'est pas inclus dans le délai global d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 47 du CCAG-EMO, Le maître d'ouvrage peut soit accepter les rapports et documents énumérés à l'article 32 ci-dessus, soit inviter le titulaire à procéder à des corrections ou le cas échéant, prononcer un refus motivé du rapport ou document pour insuffisance grave dûment justifiée.

Si le maître d'ouvrage invite le titulaire à procéder à des corrections ou des améliorations, celui-ci dispose d'un délai de dix (10) jours pour remettre les rapports et documents précités en leur forme définitive, ce délai est inclus dans le délai global d'exécution du marché

Le délai de remise du « dossier de fin des travaux » est fixé à Un (01) mois de la date de la réception provisoire des travaux objet du suivi.

A défaut par le bureau d'études d'avoir remis toutes les pièces de l'étude à la date déterminée, il lui sera appliqué, une pénalité de 1 ‰ (un pour mille) du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Le montant des pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus. Le montant total de ces pénalités sera déduit d'office des décomptes des sommes dues au Bureau d'études et en cas d'insuffisance sur son cautionnement sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées contre lui pour le recouvrement du reliquat des pénalités.

ARTICLE 11. PRESENTATION DES DOCUMENTS

Tous les documents à fournir seront établis au format A4 pour les pièces écrites et sous forme de plans aux échelles indiquées par le maître d'ouvrage et sur CD.

ARTICLE 12. NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015), étant précisé que :

La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la région Fès-Meknès ;

Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.

Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

Les paiements prévus au marché seront effectués par Le Trésorier régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

Le maître d'ouvrage remet sans frais et contre récépissé au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 13. REVISION DES PRIX

En application de l'article 12 du décret n° 2-12-349 susvisé, les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics sont celles fixées par l'arrêté du chef de gouvernement n°3-302-15 du 27 novembre 2015.

La formule de révision des prix est de la forme :

$$P = P_o [0,15 + 0,85 (ING/ING_o)]$$

P : est le montant hors taxe révisé de la prestation ;

P_o : le montant initial hors taxe de cette même prestation ;

P/P_o : étant le coefficient de révision des prix ;

ING_o : est la valeur de l'index global, relatif à la prestation, considéré au mois de la date limite de remise des offres ;

ING : est la valeur de l'index global du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date limite de remise des offres.

Les valeurs à prendre en compte sont celles du mois de la date d'exigibilité de la révision des prix.

ARTICLE 14. CAUTIONNEMENT PROVISOIRE – CAUTIONNEMENT DEFINITIF-RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire est fixé à **Cinq mille dirhams (5 000,00 DH)**.

Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché et doit être constitué dans les 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le titulaire est dispensé de la constitution de la retenue de garantie à l'occasion du présent marché.

ARTICLE 15. ASSURANCES – RESPONSABILITE

Les dispositions concernant les assurances et responsabilités du Bureau d'études sont celles prévues par l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié par le décret n° 2-05-1434 du 26 kaada 1426 (28/12/2005).

ARTICLE 16. ARRET DES ETUDES

A l'achèvement de la phase étude, le maître d'ouvrage a la possibilité d'arrêter l'exécution du marché et ce conformément à l'article 28 du CCAG EMO et l'article 154 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 17. MODIFICATION DES ETUDES

Dans le cas où, pendant le cours des études, l'Administration désirerait la modification, la diminution ou l'augmentation des études prévues, il est fait application de l'article 36 du CCAG-EMO.

ARTICLE 18. DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les droits de timbres et d'enregistrement éventuel sont à la charge du bureau d'étude tel que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 19. RECEPTION DEFINITIVE PARTIELLE ET RECEPTION DEFINITIVE DU MARCHE

Une réception définitive partielle aura lieu à l'issue de la procédure de vérification et d'approbation par le maître d'ouvrage des livrables produits par le bureau d'études techniques, après achèvement de chaque composante de phase objet du présent marché (Cf. article 32). Un Procès-verbal sera établi à cet effet. La réception définitive coïncidera avec la dernière réception définitive partielle.

ARTICLE 20. DELAI DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de délai de garantie.

ARTICLE 21. MODALITES DE REGLEMENT

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix du bordereau de la décomposition du montant global aux prestations réellement exécutées et régulièrement constatées, et ce pour chaque composante de phase terminée et approuvée par le maître d'ouvrage, au pourcentage indiqué dans le tableau suivant:

DESIGNATION DES PRESTATIONS	% DU MONTANT FORFAITAIRE
PHASE : ETUDES (50% du montant global)	
<ul style="list-style-type: none"> - P.E et S.T.D (Projet d'exécution et Spécifications techniques détaillées) - D.C.E (Dossier de consultation des entreprises) - Assistance à l'attribution des marchés de travaux 	<ul style="list-style-type: none"> - 70% après approbation des livrables du Projet d'exécution et des STD - 30% après approbation du D.C.E et attribution des marchés
PHASE : SUIVI DES TRAVAUX (50% du montant global)	
<ul style="list-style-type: none"> - S.T (suivi des travaux) et vérification des décomptes - travaux (DT) - R.P et D.F.T (réceptions provisoires et dossier fin travaux) - R.D (réceptions définitives) des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> - 80% au cours de la réalisation des travaux et au prorata des décomptes de travaux réalisés - 10% à la réception provisoire des travaux - 10% à la réception définitive des travaux

ARTICLE 22. RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

En cas de titulaire non installé au Maroc, des retenues à la source seront opérées sur les paiements qui lui sont dus et ce en application des dispositions fiscales en vigueur.

Ces retenus seront versées au trésor public. Des attestations relatives à ces versements seront remises au titulaire, sur sa demande, par les services fiscaux compétents.

ARTICLE 23. RESILIATION DU MARCHÉ

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévus par le CCAG – EMO et le Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 24. AJOURNEMENT DES ETUDES

Les ajournements éventuels des études seront gérés par les dispositions de l'article 27 du CCAG-EMO.

ARTICLE 25. SECRET PROFESSIONNEL

Le BET et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance, à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable au Maître d'Ouvrage des renseignements qui leur sont fournis et des résultats des études, d'examen et recherches effectués pour accomplir leur mission.

ARTICLE 26. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 27. MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO.

ARTICLE 28. PROFIL DE L'EQUIPE

Le Bureau d'études s'engage à affecter aux études et au suivi des travaux objet du présent marché des cadres techniques spécialistes dans les domaines suivants :

- Calcul de structure ;
- Electricité MT/BT (courant fort & courant faible).

En outre et pour assurer la mission de suivi dans de bonnes conditions, le BET devra mettre à la disposition du chantier le personnel suivant :

- Un technicien spécialisé confirmé en permanence sur le chantier pendant les jours ouvrables,
- Un ingénieur expérimenté chargé de la direction du chantier, il :
 - Anime et coordonne les diverses réunions du chantier en coordination avec l'architecte
 - Supervise et contrôle l'exécution des travaux

La présence de l'ingénieur représentant du BET sur le chantier est exigée au moins une fois par semaine. La composition de l'équipe à mettre sur le projet indiquée dans l'offre, est contractuelle et ne peut être modifiée sans l'accord du maître d'ouvrage.

ARTICLE 29. AVANCES

Il n'est pas prévu d'avance pour ce marché.

CHAPITRE II

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES - DEFINITION DES PHASES ET DE LEUR COMPOSANTES

ARTICLE 30. RESPECT DES INSTRUCTIONS ET NORMES APPLICABLES EN MATIERE D'ETUDES DE BATIMENT ET D'EQUIPEMENTS PUBLICS

L'étude technique doit être menée dans le respect strict des dispositions, instructions et normes en vigueur, et tous autres documents régissant la profession. Toute reprise d'étude qui serait ordonnée par l'Administration en raison d'un manquement à cette prescription serait entièrement à la charge du Bureau d'études techniques.

ARTICLE 31. DEFINITION DES PHASES

Les prestations à confier au bureau d'études techniques comportent deux phases dont les composantes sont indiquées dans le tableau suivant:

PHASES	COMPOSANTES DES PHASES	ABREVIATION
ETUDES	- Projet d'exécution. - Spécifications techniques détaillées.	P.E S.T.D
	- Dossier de consultation des entreprises. - Assistance dans la dévolution des marchés travaux.	D.C.E A.D.M.T
SUIVI	- Suivi des travaux - Vérification des décomptes de travaux - Réceptions provisoires et établissement d'un dossier fin travaux et réceptions définitives des travaux.	S.T D.T R.P- R.D et D.F.T

ARTICLE 32. DESCRIPTION DES COMPOSANTES DES PHASES

Les composantes des phases indiquées à l'article 31, à réaliser pour chaque corps d'état comprennent les prestations suivantes :

1) Un projet d'exécution et spécifications techniques détaillées comprenant (PE+STD):

- a) Les notes techniques de calcul détaillées.
- b) Les plans d'exécution des ouvrages comprenant les plans de détails nécessaires à la réalisation de tous les ouvrages, des équipements et des installations techniques ;
- c) Les spécifications techniques détaillées comportant les définitions et les prescriptions techniques relatives aux projets d'exécution des divers corps d'état, les références aux normes et règlements en vigueur.

Le dossier "spécifications techniques détaillées " joint aux projets d'exécution, permet l'établissement des dossiers d'appel d'offres et des marchés, ainsi que le complément de spécifications nécessaires pour l'exécution des travaux.

2) Dossier de consultation des Entreprises (D.C.E):

A partir des plans d'exécution et de détails de l'architecte et du projet d'exécution et des spécifications techniques détaillées, le bureau d'études techniques établit l'ensemble des pièces écrites et l'édition des dossiers de consultation des entreprises comprenant pour chaque corps d'état:

- Les avant-métrés ;
- Le cahier des prescriptions spéciales ;
- La décomposition du prix global ;
- Les plans d'exécution et de détails de chaque unité d'ouvrage ;
- L'estimation détaillée de l'ensemble des prestations.

3) Assistance dans la dévolution du marché travaux (A.D.M.T):

Dans le cadre de sa mission, le bureau d'études techniques assure :

- a) la participation à la commission de jugement des offres ;
- b) l'assistance à l'administration pour l'examen des offres et leur vérification ;
- c) l'établissement d'un rapport d'examen des offres à la demande de l'administration.

4) Suivi des travaux (S.T) :

- a) Participation à la gestion et à la coordination du chantier;
- b) Vérification et surveillance des travaux;
- c) Etablissement des situations définitives prévisionnelles des travaux, à la demande de l'Administration
- d) Contrôle de la conformité des travaux aux prescriptions des pièces contractuelles et des plans d'exécution des ouvrages.

5) Vérification des décomptes de travaux :

- a) Vérification et signature des situations périodiques et définitives des ouvrages, établies par les entreprises;
- b) Vérification et signature des décomptes périodiques et définitifs des entreprises et leur transmission à l'Administration;
- c) Examen et proposition de réponses aux mémoires de réclamation des entreprises.

6) Réceptions des travaux (R.P et R.D) :

Assistance à l'Administration pour les réceptions provisoires et définitives des travaux

7) Dossiers fin travaux (D.F.T) :

Etablissement du dossier de fin de travaux faisant ressortir :

- Un mémoire à caractère à la fois descriptif, et explicatif de l'ensemble des équipements techniques installés et leur mode de fonctionnement ;
- Les dispositions à prendre pour assurer la maintenance et l'entretien du projet et l'établissement des cahiers de charges correspondants.

ARTICLE 33. CONSISTANCE DES COMPOSANTES DE LA PHASE ETUDES

I. PROJET D'EXECUTION ET DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES

Le Bureau d'études techniques entreprendra l'établissement des spécifications techniques détaillées et des plans d'exécution des ouvrages constituant le projet définitif sur la base de plans de repérage et des détails fournis par l'architecte et le maître d'ouvrage.

Le dossier du projet d'exécution comprend :

1. Les notes techniques et de calculs, détaillés, dont l'établissement précède celui des plans d'exécution

Les notes de calcul précisent :

- Les références aux textes et documents techniques utilisés ;
- La méthode de calcul adoptée en précisant la démarche de cette méthode et le principe de calcul ;
- La définition de toutes les hypothèses de calcul ;
- L'évaluation des bilans (puissance électrique, débits, descente de charges, bilan thermique) ;
- Les résultats obtenus.

2. Les spécifications techniques détaillées des travaux des divers corps d'état permettant l'établissement des dossiers d'appel à la concurrence, elles portent sur :

- Le choix des matériaux et des équipements ;
- La constitution des composants de construction techniquement homogènes du point de vue de leur mise en œuvre ;
- L'analyse des jonctions entre ces composants de façon à pouvoir en attribuer la responsabilité sans équivoque ;
- L'établissement des spécifications techniques détaillées proprement dites définissant sans ambiguïté, concurremment avec les plans d'exécution des ouvrages, les travaux des divers corps d'état et leur mode d'exécution ;
- L'actualisation des coûts correspondants ;
- Le programme général prévisionnel des travaux avec les dates probables d'intervention des différents corps d'état.

3. Les plans d'exécution des ouvrages proprement dits accompagnés de leur nomenclature et d'éventuelles instructions techniques. Ces plans définissent sans ambiguïté concurremment avec les spécifications techniques détaillées, les travaux des divers corps d'état.

Les différents documents à fournir par corps d'état, sans que cette liste soit limitative, sont :

TERRASSEMENTS- GROS OEUVRE – ETANCHEITE- CLOTURES- AMENAGEMENTS EXTERIEURS

1. le calcul des terrassements comprendra une note explicative basée sur la vérification des études topographiques.

2. Les études et la conception des ouvrages de structure comprennent:

- L'indication des hypothèses de calcul et des notes détaillées de calcul. Les notes de calcul feront ressortir le taux de travail dans les sections les plus sollicitées. Elles comprennent :
 - . Les références aux textes et documents techniques utilisés ;
 - . L'évaluation des descentes de charges ;
 - . La définition de toutes les hypothèses de calcul ;
 - . L'évaluation de la poussée au vent et séisme ;
 - . La méthode de calcul adoptée en précisant la démarche de cette méthode et les détails de calcul.

L'étude de la structure porteuse doit comprendre tous les plans nécessaires à l'exécution des différentes parties d'ouvrage de structure et ne doit laisser aucune indication de détail à l'appréciation de l'entrepreneur. Les plans à fournir sans que la liste soit limitative sont :

- . Les plans d'ensemble de coffrage à l'échelle 1/50 ;
- . Les plans d'ensemble des éléments de structure notamment les armatures des planchers, des poutres, des poteaux et des fondations à l'échelle 1/50 ;
- . Les plans de détails des éléments de structure notamment les armatures des planchers, poutres, poteaux et fondations à l'échelle 1/20 ;
- . Une nomenclature des aciers ;
- . Les plans de repérage des pièces à sceller dans le béton ;
- . Les hypothèses retenues pour les calculs (sur la page de garde de chaque plan) à savoir :
 - ✓ La classe du béton, le dosage et la résistance à la compression à 28 jours ;
 - ✓ Les caractéristiques des aciers ;
 - ✓ Les charges permanentes et surcharges de service ;
 - ✓ Les contraintes admissibles du sol ;
 - ✓ Les paramètres de séismicité.

3. Les études des systèmes d'étanchéité doivent être conformes à toutes les prescriptions de la réglementation marocaine en vigueur et le cas échéant aux D.T.U en vigueur.

4. Les spécifications techniques des matériaux à utiliser et les prescriptions du mode d'exécution des travaux.(les descriptifs des prestations relatives au présent corps d'état).

5. Un avant métré détaillé par nature d'ouvrage.

6. Une estimation détaillée par nature d'ouvrage.

V.R.D – ASSAINISSEMENT

- . Une note de calcul détaillée ;
- . Les plans d'exécution des ouvrages comprenant notamment :
 - Les plans de tracé des réseaux ;
 - Les profils en long des réseaux ;
 - Les profils en travers ;
 - Les plans d'exécution des ouvrages annexes ;
 - Le dimensionnement du réseau d'assainissement et autres réseaux.
- . Fiche technique des matériaux à utiliser ;
- . Les spécifications techniques relatives au mode d'exécution des travaux ;
- . Un avant métré détaillé par nature d'ouvrage.
- . Une estimation détaillée par nature d'ouvrage.

REVETEMENTS DURS, SOUPLES ET SPECIAUX SOLS ET MURS

- . Spécifications des divers matériaux à utiliser et prescriptions du mode d'exécution des travaux de revêtements (les descriptifs des prestations relatives au présent corps d'état)., et ce en collaboration étroite avec l'architecte ;
- . Les plans de scellement des revêtements muraux durs éventuels ;
- . Avant métré détaillé par nature d'ouvrage ;
- . Une estimation détaillée par nature d'ouvrage.

FAUX PLAFOND

- . Spécifications des divers matériaux à utiliser et prescriptions du mode d'exécution des travaux de faux plafond (les descriptifs des prestations relatives au présent corps d'état)., et ce en collaboration étroite avec l'architecte ;
- . Plans de détail des fixations ;
- . Avant métré détaillé ;
- . Une estimation détaillée par nature d'ouvrage.

PEINTURE- MIROITERIE

- . La description technique des matériaux à utiliser et prescriptions détaillées relatives au mode d'exécution des travaux (les descriptifs des prestations relatives au présent corps d'état)., et ce en collaboration étroite avec l'architecte ;
- . Avant métré détaillé par nature d'ouvrage ;
- . Une estimation détaillée par nature d'ouvrage.

MENUISERIE BOIS, ALUMINIUM & METALLIQUE

- . Spécifications des divers matériaux à utiliser et prescriptions techniques du mode d'exécution des travaux (les descriptifs des prestations relatives au présent corps d'état)., et ce en collaboration étroite avec l'architecte ;
- . Notes de calcul éventuelles des ouvrages particuliers ;
- . Avant métré détaillé par nature d'ouvrage.
- . Une estimation détaillée par nature d'ouvrage.
- . La nomenclature des ouvrages de menuiserie.

ELECTRICITES MOYENNE ET BASSE TENSION

- . Une note de calcul détaillée justificative basée sur une évaluation des puissances électriques ;
- . Un plan d'implantation au 1/100 ou 1/50 du réseau des câbles électriques de liaison entre les divers corps de l'ouvrage avec indication des sections à l'échelle du 1/100 ou 1/50 ;
- . Un plan général de l'installation à chaque niveau de construction ;
- . Un plan du poste de livraison et des postes de transformateurs avec implantation des équipements, le cas échéant ;
- . Les plans synoptiques et plans détaillés des schémas unifilaires ;
- . Les plans de détails des installations des locaux spécialisés (TGBT, Tableaux divisionnaires) ;

- . Un plan général des sources de secours (groupe électrogène avec implantation des différents équipements, onduleurs) ;
- . Un descriptif technique des matériaux et matériel à utiliser et les spécifications techniques détaillées sur le mode d'exécution des travaux ;
- . Un avant métré détaillé par nature d'ouvrage.
- . Une estimation détaillée par nature d'ouvrage.

SYSTEMES DE SECURITE (ANTI INTRUSION) ET DETECTION INCENDIE

- . Un plan d'implantation des installations au 1/100 ou 1/50 ;
- . Un plan général de câblage au 1/100 ou 1/50;
- . Le plan synoptique de l'installation au 1/100 ou 1/50;
- . Un descriptif technique du système de câblage ;
- . Les prescriptions techniques détaillées relatives au mode d'exécution des travaux ;
- . Un avant métré détaillé par nature d'ouvrage ;
- . Une estimation détaillée par nature d'ouvrage.

PLOMBERIE SANITAIRE - PROTECTION INCENDIE- SYSTEME D'ARROSAGE

- . Une note de calcul justificatif des réseaux d'alimentation et d'évacuation ;
- . Un plan d'implantation au 1/100 ou 1/50 du réseau de distribution reliant le compteur à chaque corps de l'ouvrage avec indication des sections et longueurs des conduites ;
- . Un plan général des canalisations à chaque niveau de construction ;
- . Un plan synoptique détaillé des installations;
- . Des plans de détails des canalisations desservant toutes les installations et des raccordements des colonnes en gaines techniques ;
- . Un schéma de principe de l'installation de protection incendie ;
- . Un plan d'installation des différents équipements de protection incendie (RIA, bouches, extinction...);
- . Un descriptif technique des matériaux et matériels à utiliser et les spécifications techniques détaillées sur le mode d'exécution des travaux ;
- . Un avant métré détaillé par nature d'ouvrage.
- . Une estimation détaillée par nature d'ouvrage.

CLIMATISATION – DESENFUMAGE-VENTILATION MECANIQUE CONTROLEE

- . Une note de calcul définissant le bilan thermique et justifiant le choix des systèmes de climatisation ; de VMC, de désenfumage adoptés ;
- . Un plan synoptique détaillé des installations ;
- . Des plans de détails des gaines et canalisations desservant les différentes installations;
- . Un plan d'installation des différents équipements (PAC, CTA, Ventilateurs-convecteurs, Bouches...);
- . Descriptif technique des matériaux et matériels à utiliser ;
- . Prescriptions détaillées relatives au mode d'exécution des travaux.
- . Un avant métré détaillé par nature d'ouvrage.
- . Une estimation détaillée par nature d'ouvrage.

TELEPHONE

- . Une note justifiant la capacité de l'autocommutateur choisi avec un descriptif technique du matériel utilisé ;
- . Plan synoptique de l'installation ;
- . Prescriptions techniques relatives au mode d'exécution des travaux ;
- . Un avant métré détaillé par nature d'ouvrage.
- . Une estimation détaillée par nature d'ouvrage.

SIGNALISATION

- . Une note détaillée de l'étude de la signalisation intérieure et extérieure à partir des données et plans remis par l'architecte et le maître d'ouvrage ;
- . Les plans du matériel composant la signalisation (panneaux, supports potences, panneaux lumineux, panneaux d'affichages, portiques, massifs) et les plans d'implantation ;
- . Un descriptif technique des matériels et matériaux à utiliser ;

- . Un avant métré détaillé par nature d'ouvrage.
- . Une estimation détaillée par nature d'ouvrage.

Le BET doit aussi établir tout lot jugé nécessaire pour la réalisation de ce projet.

II. CONSISTANCE DES DOSSIERS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (D.C.E)

A partir du projet d'exécution et des spécifications techniques détaillées des lots susvisés, le bureau d'études techniques procède aux opérations ci-après :

1- PROPOSITION A L'ADMINISTRATION DU MODE DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le Bureau d'études techniques propose à l'Administration le mode de consultation des entreprises et la décomposition en lots des travaux en vue de la préparation des dossiers d'appel à la concurrence.

L'administration décide en dernier ressort, du type de consultation et fixe son choix sur la décomposition des lots qui sera notifié au Bureau d'études techniques pour la préparation des dossiers d'appel à la concurrence

2- ETABLISSEMENT DANS LE CADRE DES DIRECTIVES DE L'ADMINISTRATION DES DOSSIERS DE CONSULTATIONS DES ENTREPRISES :

Tant pour la consultation de l'entreprise générale que pour les consultations des entreprises spécialisées, le Bureau d'études techniques établit un dossier de consultation pour chaque lot comportant :

- a) le cahier des prescriptions spéciales (C.P.S) auquel sont annexés :
 - . Le cahier des clauses générales administratives et financières ;
 - . Le cahier des clauses techniques et devis descriptif des ouvrages ;
 - . Le cadre du bordereau de la décomposition du montant global ;
 - . Les plans techniques d'exécution élaborés dans le cadre de la phase précédente ;
 - . Les plannings généraux des travaux élaborés dans le cadre de la phase précédente ;
 - . Le règlement de la consultation comprenant les modèles de l'acte d'engagement et de la déclaration sur l'honneur.
- b) Un avant métré détaillé par corps d'Etat ;
- c) Une estimation détaillée par corps d'Etat.

3- CONSISTANCE DE L'ASSISTANCE DANS LA DEVOLUTION DES MARCHES TRAVAUX (A.D.M.T)

Le Bureau d'études techniques sera chargé des opérations suivantes pour chacun des corps d'état :

- a) Réponses aux demandes d'informations complémentaires en provenance des entreprises consultées et diffusion de ces réponses par le soin de l'Administration.
- b) Participation aux séances d'ouvertures des plis et études comparatives des offres remises par les entreprises concurrentes, proposition de classement des offres susceptibles d'être retenues, examen des variantes éventuelles proposées par les entreprises et établissement d'un rapport d'examen de offres.
- c) Mise au point de l'offre retenue et assistance à l'Administration pour l'attribution du marché.
- d) Edition des marchés définitifs. A ce stade, tous les détails nécessaires à la réalisation des ouvrages, seront précisés et visés "Bon pour exécution" par le Bureau d'études techniques.

ARTICLE 34. CONSISTANCE DES COMPOSANTES DE LA PHASE SUIVI DES TRAVAUX

1- SUIVI DES TRAVAUX

Dans le cadre de cette mission, le Bureau d'études techniques est chargé du contrôle de la conformité de l'exécution des travaux aux prescriptions des pièces contractuelles, sur les plans de la qualité, de la quantité, du délai et du coût.

Le Bureau d'études techniques procède à la vérification des plans d'exécution, notes de calculs complémentaires et plans établis par les entreprises. Il contrôle la cohérence de ces plans pour les différents corps d'état et leur conformité aux documents contractuels.

Le Bureau d'études techniques dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de la réception des documents (dont il doit vérifier qu'ils sont fournis en temps opportun par les entreprises) pour formuler son avis.

Dans le cas où les modifications devraient être apportées aux documents, ceux-ci seront soumis à nouveau après correction au bureau d'études techniques qui dispose du même délai que précédemment pour opérer une seconde vérification.

Le Bureau d'études techniques assure le contrôle de la qualité et des quantités des ouvrages exécutés notamment la participation à la réception des implantations et des fonds de fouilles, le contrôle du ferrailage et la délivrance du bon à couler des infrastructures, la prise des attachements. En outre, il sera amené à émettre un avis sur les cas litigieux.

A cet effet, Le Bureau d'études techniques s'engage à désigner l'équipe projet qui sera mis à la disposition de l'équipe du maître d'ouvrage chargée de la surveillance et de la coordination des travaux pour assister aux réunions de chantier ainsi qu'aux visites inopinées qui pourront être décidées par l'Administration.

Il s'engage à répondre aux questions des entreprises le concernant, dans les délais fixés par le maître d'ouvrage pour ne pas entraver le déroulement normal du chantier.

Le BET devra procéder systématiquement aux réceptions techniques partielles successives, des différentes installations exécutées, ainsi que la vérification des équipements techniques livrés sur chantier. Ces vérifications et réceptions doivent être appuyées par des P.V. d'approbation, à diffuser aux intervenants concernés.

Le BET devra aussi examiner systématiquement les fiches des entreprises relatives au « plan assurance qualité » lorsque ce système est exigé.

De même, il devra établir les situations définitives prévisionnelles des travaux pour chaque lot, chaque fois que l'administration le demande.

Le Bureau d'études techniques est chargé également de la constitution, au terme de la remise en fin d'exécution des travaux, du dossier des ouvrages exécutés comprenant notamment :

- La collecte, en vue de leur exploitation, des notices de fonctionnement des ouvrages ainsi que des plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution.
- Les pièces contractuelles et, dans la mesure où leur établissement est nécessaire, les contrats relatifs à l'entretien des ouvrages et les diverses pièces établies par les entrepreneurs dans le cadre de leurs obligations.
- Les plans de récolement des ouvrages fournis par les entreprises sur formats papiers et sur supports informatiques.

2- VERIFICATION DES DECOMPTES DE TRAVAUX (DT)

Pour tous les corps d'état cités à l'article 33, le Bureau d'études techniques exécute les opérations suivantes:

- a) Vérification et signature des situations périodiques établies par les entrepreneurs accompagnées des attachements signés contradictoirement par les entreprises et le Bureau d'études techniques ainsi que des métrés qui en résultent.
- b) Vérification et signature des décomptes périodiques et leur transmission à l'Administration, accompagnés des attachements et des métrés.
- c) Vérification et signature du décompte définitif ainsi que la situation définitive et leur transmission à l'Administration.

d) Instruction des mémoires de réclamations des entrepreneurs et assistance à l'Administration pour le règlement des litiges éventuels avec les entreprises.

3- RECEPTION DES TRAVAUX ET DOSSIERS DE FINS DES TRAVAUX (RP - RD – DFT)

Le Bureau d'études techniques assistera le maître d'ouvrage aux réceptions provisoires et définitives des travaux.

A cet effet, le BET procédera en fin des travaux aux réceptions techniques des installations exécutées autant de fois nécessaires jusqu'à levées totales des réserves par les entreprises.

Il devra établir et envoyer les rapports de réceptions correspondants.

Le Bureau d'études techniques établira le dossier de fins travaux faisant ressortir:

- . Un mémoire à la fois descriptif et explicatif de l'ensemble des équipements techniques installés et leur mode de fonctionnement.
- . Les dispositions à prendre pour assurer la maintenance et l'entretien du projet et l'établissement d'un cahier de charge correspondant.

Le BET aura également dans le cadre de ce marché, la charge de participer aux opérations de réception définitive des travaux.

De même, le BET est tenu d'assister, à chaque fois que l'administration le demande, aux réunions programmées pendant les délais de garantie des entreprises, pour résoudre les éventuels problèmes techniques constatés lors de ces périodes.

CHAPITRE III : BORDEREAU DES PRIX –DETAIL ESTIMATIF**REALISATION DES ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI
DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE DIAGNOSTIC A L'HOPITAL MOHAMED V
A SEFROU****BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF**

N° du poste	Désignation de la prestation	Unité	Quantités forfaitaires	Prix Forfaitaires hors TVA
<u>PHASE ETUDES : (50% du montant global)</u>				
1	- Projet d'exécution et Spécifications techniques détaillées.	F	1	
2	-Dossier de consultation des entreprises - Assistance dans la dévolution des marchés travaux	F	1	
<u>PHASE SUIVI DES TRAVAUX : (50% du montant global)</u>				
3	- Suivi des travaux et Vérification des décomptes de travaux,	F	1	
	- Réceptions provisoires et dossier fin travaux	F	1	
	- Réceptions définitives des travaux	F	1	
TOTAL HORS TVA				
TAUX TVA (20%)				
TOTAL TTC				

A r r ê t é l e p r é s e n t

bordereau des prix détail estimatif à la somme de :

.....

PAGE 20 ETDERNIERE

Marché passé par appel d'offres sur offres de prix 07/RFM/2017 . Ayant pour objet : **La réalisation des études techniques et suivi des travaux de construction d'un centre de diagnostic à l'hôpital Mohamed V à SEFROU**

En application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Titulaire du marché:

Le présent marché est conclu pour un montant de: DH TTC
(..... DH TTC)

Dressé par :

Service des Equipements et de la Maintenance
Ministère de la Santé
Direction Régionale Fès Meknès
Signé : AMEUR Abdelkader

A Fès, le :



Directeur de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets
Région Fès - Meknès

Youssef ZIANI

L'attributaire :

A..... le :

Présenté par :



Pour le Président et P.O
Directeur Général des Services

Abdelrazzak MOUMNI

A..... le :

Approuvé par :

A..... le :